



Nous avons lu

« Trop de droits tuent le droit »

Jacques Le Goff enseigne à la faculté de droit de Brest, mais on le connaît aussi comme éditorialiste à *Ouest-France*. Dans un « *point de vue* » publié le 25 septembre 2003, il attire l'attention sur l'inflation des règles juridiques : des lois aux décrets ou arrêtés ministériels en passant par les directives et règlements européens, sans oublier les conventions signées entre partenaires sociaux ou encore les textes d'emprise locale, voilà « *une pelote de règles si énorme qu'elle finit par écraser les juristes les mieux aguerris* ».

Le droit est si prolixe, selon Jacques Le Goff, qu'il en devient flottant, faute de lisibilité. Problème : « Nul n'est censé ignorer la loi », mais cet adage devient illusion. Tout le monde est d'accord sur le constat : il y a trop de lois, mais ce « tout le monde » oublie un peu vite qu'il concourt à cette dérive. L'inflation normative est dans les têtes, assure l'éditorialiste. Du « droit à passer le bac » au « droit au pétard », du « droit à la maternité »

au « droit des baleines », le droit est partout... Tout désir, dès lors qu'il se heurte à quelque résistance, devient l'objet d'un droit.

Avec une double conséquence, pour Jaques Le Goff :

- d'une part, « *la multiplication de ces prétendus "droits essentiels" finit par brouiller l'image des droits véritablement fondamentaux, assise du régime démocratique (...). Mais si tout est droit, plus rien ne l'est* » ;
- d'autre part, « *une telle disposition mine la citoyenneté qui se transforme en perpétuelle requête. En son nom, tout individu frustré dans ses désirs peut se faire passer pour brimé dans son droit, et donc passer pour une victime à qui tout est dû* »...

Source : Jacques Le Goff, « Trop de droits tuent le droit », *Ouest-France* du 25 septembre 2003.



Actualités statistiques

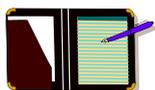
Léger recul de l'emploi salarié au 2^e trimestre 2003 (hors fonction publique et agriculture)

Dans les Pays de la Loire, l'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles enregistre une « timide progression » (+ 0,2 %) au 2^e trimestre 2003 par rapport au 1^{er} trimestre de la même année ⁽¹⁾. Cependant, l'évolution départementale est contrastée. En l'occurrence, la Mayenne est le seul département ligérien à connaître une évolution négative (- 0,1 %).

Sur un an, l'emploi salarié a augmenté de 0,5 % en Mayenne et de 0,6 % dans les Pays de la Loire. La variation relative (en pourcentage) est plus élevée en Vendée (1,3 %) et en Loire-Atlantique (0,7 %), mais en-deça en Maine-et-Loire (0,3 %) et en Sarthe (0,2 %).

Source : Sylvie Bicaud, « Timide progression de l'emploi salarié au deuxième trimestre 2003 », INSEE des Pays de la Loire, *Informations statistiques*, n° 87, octobre 2003 (2 p.).

⁽¹⁾ – Cet article réactualise celui paru dans la *Lettre du CEAS* n° 182 de septembre 2002 (p. 20), lequel portait sur le premier trimestre 2003.



À vos agendas

UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE EN HAUTE MAYENNE

Jeudi 16 octobre 2003, de 17 h à 19 h

Les pratiques de guérissage et de sorcellerie en Mayenne

Salle des conférences du Centre hospitalier Nord Mayenne
boulevard Paul-Lintier, à Mayenne

Pour tous renseignements, secrétariat, tél. 02 43 30 21 33

Que devient la loi... sur l'eau ?

« Mayenne Vivante ! », le Collectif pour une alternative au barrage de Saint-Calais-du-Désert, organise une rencontre-débat avec Bernard Rousseau, président de France Nature Environnement et membre du Comité de bassin Loire-Bretagne, le vendredi 17 octobre, à 20h30, salle du Vieux-Château, à Laval, sur le thème des enjeux de la nouvelle loi sur l'eau et la position des associations.



Nous avons reçu

Institut national de la statistique et des études économiques des Pays de la Loire (INSEE), *Informations statistiques*.

- « 14 000 insulaires dans les Pays de la Loire », n° 86, octobre 2003 (1 p.).
- « Timide progression de l'emploi salarié au deuxième trimestre 2003 », n° 87, octobre 2003 (2 p.).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *INSEE Première* (4 p.).

- « L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2001 », n° 924, septembre 2003.
- « Les sans-domicile ne sont pas coupés de l'emploi », n° 925, octobre 2003.

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), *Etudes et Résultats*.

- « La conjoncture des établissements de santé publics et privés en 2002 – Résultats provisoires », n° 257, septembre 2003 (8 p.).

- « Les prestations sociales en 2002 », n° 258, septembre 2003 (7 p.).
- « L'allocation personnalisée d'autonomie au 30 juin 2003 », n° 259, septembre 2003.
- « Vieillir dans quatre mégapoles : New-York, Londres, Paris et Tokyo.

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), *l'essentiel*, n° 17, septembre 2003.

- « Les pères bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation », n° 17, septembre 2003 (4 p.).

Conseil économique et social, *Avis et rapports*, éd. des Journaux officiels.

- « Les nécessaires évolutions du financement de l'Union européenne », rapport présenté par Georges de La Loyère, n° 18, 2003 (48 + 104 p.).

La pensée hebdomadaire

« Les habitants du Nord ne peuvent probablement pas comprendre la fascination qu'exerce leur mode de vie sur les autres habitants. On n'y comprend pas que l'habitat populaire le plus décrié, l'assurance maladie la plus sommaire, le caddie plein des produits les meilleurs marché, un simple robinet qui donne de l'eau courante sont synonymes ailleurs de trésors inaccessibles ».

Sophie Bessis, *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*.
Paris : La Découverte/Poche, 2002 (p. 172)